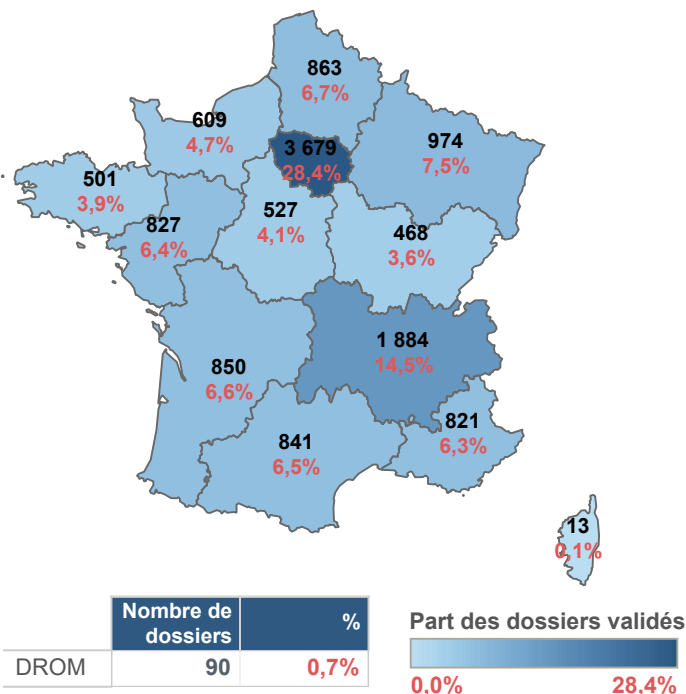


En 2023, le Medef a produit une série de fiches analysant les usages régionaux et sectoriels du Compte Personnel de Formation (CPF) des salariés, dans le cadre d'une convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts (CDC). Dans la continuité de ces travaux, et à la demande de l'Etat, la CDC réalise désormais cet état des lieux approfondi des utilisations du CPF des salariés, par région et par secteur d'activité. Construit en collaboration avec le Medef, ces fiches visent à éclairer les décisions des partenaires sociaux et à guider les politiques publiques en matière de formation professionnelle.

1 - Le profil des salarié(e)s de la branche qui mobilisent leur CPF

Localisation des salariés :
nombre et part de dossiers validés par région



12 955
dossiers validés (*)
-25,7% vs 2024

12 274
stagiaires

Domaines d'activité des salariés par codes NAF :
TOP des sections NAF

	Nombre de dossiers	%
78 Activités liées à l'emploi	12 730	98,3%
70 Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	102	0,8%
69 Activités juridiques et comptables	33	0,3%
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	30	0,2%
82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	18	0,1%
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	12	0,1%

Profils détaillés

Age à la validation

16-25 ans	27%
26-35 ans	35%
36-45 ans	22%
46-55 ans	12%
56 ans et plus	4%

Genre


29%
3 737 dossiers


71%
9 218 dossiers

Diplôme renseigné

BAC+5 et plus (NIVEAUX 7 et 8)	7%
BAC+3 ou 4 : licence, master 1, maîtrise (NIVEAU 6)	9%
BAC+2 : DEUG, BT, DUT... (NIVEAU 5)	10%
BAC : BP, BT, bac pro ou techno (NIVEAU 4)	22%
CAP, BEP... (NIVEAU 3)	25%
Sans diplôme ou Brevet (NIVEAUX 1 et 2)	21%
Non renseigné	5%

CSP

Agriculteurs exploitants	0,0%
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,0%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,8%
Professions intermédiaires	10,3%
Employés	16,8%
Ouvriers	65,7%
Inconnue	0,4%

(*) Dossiers validés jusqu'à l'étape du financement effectif, hors annulations ou abandons ultérieurs

2 - Les caractéristiques des formations achetées dans la branche

12 955
dossiers validés19,8M €
Coût pédagogique total
-13,9% vs 2024

IDCCs

Coût moyen d'une formation : 1 531 €

Durée moyenne d'une formation : 48h

Coût horaire moyen : 31,8 €

Formations sur temps de travail (*) : 20%

NATIONAL

Coût moyen d'une formation : 1 917 €

Durée moyenne d'une formation : 63h

Coût horaire moyen : 30,2 €

Formations sur temps de travail : 20%

(*) Déclaration du bénéficiaire

Typologie des formations

Modalité de formation	TOP 5 des Formacodes principaux						
		Nombre de dossiers	%	Coût Pédagogique total	Coût moyen de formation	Durée moyenne	Coût Horaire moyen
21% à distance							
29% hybride							
50% présentiel							
	Conduite auto	4 678	36%	5 035K €	1 076 €	17h	62 €
	Chariot automoteur	939	7%	742K €	790 €	24h	33 €
	Anglais	624	5%	1 418K €	2 272 €	37h	61 €
	Bilan professionnel	614	5%	1 276K €	2 078 €	19h	107 €
	Conduite poids lourd	498	4%	1 119K €	2 247 €	63h	35 €

TOP 10 des certifications

	Nombre de dossiers	%	Coût Pédagogique total	Coût moyen de formation	Durée moyenne	Coût Horaire moyen
Permis de conduire catégorie B	4 503	35%	4 861K €	1 080 €	17h	62 €
Bilan de compétences	614	5%	1 276K €	2 078 €	19h	107 €
Habilitation pour l'accès à la profession de conducteur de voiture de transport avec chauffeur (VTC)	379	3%	542K €	1 431 €	50h	28 €
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) - recommandation 489 catégorie 3 - chariots élévateurs f..	367	3%	283K €	772 €	23h	34 €
Permis de conduire catégorie C	352	3%	779K €	2 214 €	60h	37 €
Habilitation pour la conduite de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises	299	2%	314K €	1 052 €	59h	18 €
Communiquer en français dans les secteurs du social et du médico-social (niveau B1)	245	2%	442K €	1 804 €	28h	64 €
Accompagnement VAE	222	2%	358K €	1 612 €	18h	91 €
Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) - recommandation 489 catégorie 1B : gerbeurs à conduct..	213	2%	173K €	814 €	26h	32 €
Tests TOEIC	207	2%	445K €	2 149 €	44h	49 €

TOP RS (Répertoire spécifique) / RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles)

TOP 5 RNCP (en nombre de dossiers validés)		TOP 5 RS (en nombre de dossiers validés)	
CAP Esthétique Cosmétique Parfumerie	82	Habilitation pour l'accès à la profession de conducteur de voiture de transport avec chauffeur (VTC)	379
Agent de prévention et de sécurité	81	Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) - recommandation 489 catégorie 3 - chariots élévateurs front..	367
TP Gestionnaire de paie	30	Habilitation pour la conduite de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises	299
CAP Accompagnant éducatif petite enfance	30	Communiquer en français dans les secteurs du social et du médico-social (niveau B1)	245
TP Assistant ressources humaines	27	Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES) - recommandation 489 catégorie 1B : gerbeurs à conducteur ..	213

3 - Les financements des dossiers dans la branche

	Dossiers	(1)	Montant engagé	Part du Total	France entière
	France Compétences	12 944 99,9%	17 767,4K €	89,6%	89,8%
Salarié	PFO (seule) (2)	11 140 86,0%	1 138,4K €	5,7%	4,5%
	Abondement du titulaire (3)	1 606 12,4%	730,0K €	3,7%	3,1%
Co-Financement	Dotations Employeurs (4)	82 0,6%	149,8K €	0,8%	1,8%
	Abondement Etat, régions, OPCO (5)	27 0,2%	25,6K €	0,1%	0,8%
	dont OPCO et FAF	27 100,0%	25,6K €	100,0%	98,7%
	dont Région	0 0,0%			1,3%
	Autres financements (6)	113 0,9%	22,1K €	0,1%	0,1%
TOTAL		12 955	19 833,2K €		

(1) Couverture : x% des dossiers ont bénéficié d'un financement de la ligne concernée

(2) PFO - Participation forfaitaire obligatoire (seule) : montant de la PFO pour les dossiers sans exonération et sans autre supplément payé par le titulaire

(3) Abondement du titulaire : lorsque le montant CPF est insuffisant pour couvrir les frais de formation (PFO + supplément payé par le titulaire)

(4) Dotations employeurs : Dotations volontaires + Droits supplémentaires + Dotations correctives + Dotations salariés licenciés + ATMP / C2P

(5) Abondements OPCO : dans certains cas, financements dans le cadre d'accords de branche

(6) Autres Financements = Compte Engagement Citoyen, Compte Elu reconversion et France Travail

Détail Financements

Salarié

1 606 (12,4%)
dossiers abondés par le titulaire

Dossiers avec ABONDEMENT TITULAIRE

Nombre de dossiers	Durée moyenne	Coût moyen de formation
1 606	75h	1 676 €

TOP 5 des certifications avec ABONDEMENT TITULAIRE (en nombre de dossiers)

Permis de conduire catégorie B	732
Permis de conduire catégorie C	77
Permis de conduire catégorie CE	49
Habilitation pour l'accès à la profession de conducteur de voiture de transport avec chauffeur (VTC)	40
Habilitation pour la conduite de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises	36

Co-Financement

108 (0,8%)
dossiers co-financés par les dotations et abondements

dont **82 (75,9%)**
Dotations employeurs

dont **27 (25,0%)**
Abondements

Détail Dotations

Corrective	3
Licencié	1
Supplémentaire	1
Volontaire + ATMP/C2P	77

Montant moyen des dotations volontaires et droits supplémentaires versé par bénéficiaire au niveau national : **1 207 €** en 2025

TOP 5 des certifications avec DOTATIONS EMPLOYEURS (en nombre de dossiers)

Manager les équipes avec agilité	10
Permis de conduire catégorie CE	8
Permis de conduire catégorie C	5
Permis de conduire catégorie B	5
Certification CLOE anglais	3

Dossiers avec DOTATIONS EMPLOYEURS

Nombre de dossiers	Durée moyenne	Coût moyen de formation
82	158h	3 870 €



Les usages du CPF par les salariés



Liste des IDCC de la Branche

- 1413 Accord national professionnel relatif aux salariés permanents des entreprises de travail temporaire
- 2378 Accords professionnels nationaux concernant le personnel intérimaire des entreprises de travail temporaire

Note méthodologique :

Les données de cette fiche proviennent essentiellement du SI-CPF de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) concernant les dossiers de formation au moment de leur validation (non annulés post-validation). Les autres sources de données sont la Déclaration Sociale Nominative (DSN) et les données Insee d'estimations trimestrielles d'emploi.

Les salariés analysés ont tous une période d'activité à la validation du dossier dans la DSN et ne sont pas inscrits à France Travail.